

COMMUNIQUE DE PRESSE /

29 JUIN 2023

A la suite de la mort d'un jeune automobiliste à Nanterre, les maires d'Ile-de-France en appellent à la justice, à la solidarité et au respect de chacun, pour que les habitants des quartiers populaires ne soient pas les premières victimes de la colère.

Nous demandons justice et vérité.

Les images choquantes, insupportables de la vidéo diffusée sur les réseaux sociaux nécessitent une action rapide de la justice française.

Ce jeudi, le procureur de la République de Nanterre, Pascal Prache, a annoncé l'ouverture d'une information judiciaire pour « homicide volontaire » visant le policier auteur du coup de feu et requis son placement en détention provisoire. La justice est pleinement mobilisée sur ce dossier afin de faire le plus rapidement possible la lumière sur cette affaire.

Nous en appelons à la solidarité et au respect.

Les maires d'Ile-de-France en appellent solennellement à tous les acteurs de terrain qui, grâce à leur action au quotidien, à leur connaissance des quartiers, de continuer à jouer leur rôle d'apaisement des tensions et des violences urbaines.


L'incendie et la destruction de services publics au sein des quartiers populaires est inacceptable car tout cela ne peut que nuire, immédiatement et durablement, aux habitants de ces quartiers. Brûler un bus, c'est empêcher les habitants des quartiers populaires qui n'ont pas de véhicule de se rendre à leur travail. Détruire une école, c'est pénaliser les élèves des quartiers populaires qui vont accumuler un retard dans leur scolarité, avec des conséquences à long terme sur leurs apprentissages. S'attaquer aux maisons de quartiers, aux lieux de services, c'est empêcher des habitants à accéder à leurs droits sociaux, à court et à moyen terme. Car la reconstruction demande de trouver des financements, ne pourra se faire en quelques jours et surtout nécessitera de faire des choix au détriment d'autres investissements tant attendus.


Pour celles et ceux qui ont vu et vécu les émeutes de novembre 2005, nous ne souhaitons pas les revivre.

Nous en appelons solennellement au calme et au respect pour que les habitants des quartiers populaires ne soient pas les premières victimes de la colère.

CONTACT PRESSE

 **Émilie Pouch**

 07 88 32 45 14

 epouch@amif.asso.fr

